

vant les ordres de son empereur, Bazaine avait concentré autant que possible les troupes françaises, dispersées dans tout le pays, afin de pouvoir s'opposer à une surprise éventuelle avec un noyau compact de troupes. Ceci rendait naturellement nécessaire d'évacuer beaucoup d'endroits, occupés seulement par de faibles détachements français. Les juaristes les réoccupèrent immédiatement pour se venger d'une façon sanglante des fonctionnaires et partisans de l'empire. Les officiers français, et parmi eux le général Brincourt, qui ne connaissaient pas les causes secrètes de la concentration, firent des objections. Ils croyaient que ces ordres étaient donnés par le maréchal, jouissant de son jeune bonheur conjugal dans son confortable palais de Buena-Vista, sans tenir compte des conséquences. Mais Bazaine maintint ses ordres et des villes furent évacuées les unes après les autres. « L'empire ne peut plus protéger ses partisans », disait-on dans tout le pays.

Bazaine, qui voyait bien le désordre toujours croissant et la trahison de beaucoup de partisans de l'empereur, résultat des mesures qu'il avait prises, mettait tout sur le compte du manque d'énergie et de la trop grande bonté de l'empereur. Forey avait installé les cours martiales. Après l'arrivée de l'empereur, leurs jugements pour être approuvés durent être soumis à Maximilien qui graciait souvent ceux qu'on avait jugés. Les présidents des cours martiales françaises s'en plainquirent à Bazaine. Celui-ci obtint, en 1865, un décret de l'empereur, disant que les jugements n'avaient pas besoin d'approbation. A mesure que le mouvement contre l'empire devenait plus fort, les jugements des cours martiales augmentaient aussi d'une façon effrayante. On croyait pouvoir se rendre maître du mouvement en usant d'une sévérité encore plus grande et on conseillait à l'empereur de laisser de côté « sa clémence déplacée », comme disait le comte Thun (1). Le quartier général français et le maréchal lui-même pressèrent l'empereur, comme on l'a prouvé, de prendre enfin des mesures draconiennes. Ils se basèrent pour cela sur un bruit, non encore confirmé, et dont on eut plus tard la preuve qu'il était faux, d'après lequel Juarez aurait quitté

(1) Comte Thun au comte Mensdorff, 27 septembre 1865. Vienne, Archives de l'État.

le territoire mexicain et se serait sauvé dans l'Amérique du Nord.

Bazaine n'obéissait en tout ceci qu'aux ordres de son maître et souverain, qui lui avait recommandé, dans une lettre du 17 août 1865 (1), la concentration des troupes et lui avait dit tout spécialement de faire comprendre à Maximilien qu'il ne s'agissait pas de montrer du libéralisme et de la douceur, mais de l'énergie et du bon sens, et de se confier complètement à ceux qui seuls pouvaient le sauver.

Maximilien céda finalement et publia, le 3 octobre, un décret qui livrait, quiconque pris les armes à la main pour combattre l'empire, aux cours martiales et à leur procédure sommaire, c'est-à-dire à la mort. On l'avait seulement amené à prendre cette décision fatale en lui reprochant tout crûment sa faiblesse de caractère. Ce prince, si bon par nature et ennemi de toute injustice et de toute cruauté, donna ainsi son nom à une mesure qui coûta la vie à d'innombrables personnes et finalement à lui-même, tandis que ceux qui l'y avaient poussé étaient, les uns, depuis le début, en sûreté en Europe, et les autres s'y rendant à temps. Mais ils se hâtèrent tous de féliciter l'empereur de son énergie, de sa « main de fer ». L'ambassadeur, comte Thun, déclara également être très satisfait.

Bazaine compléta le décret par un ordre « inofficiel » à ses officiers, disant que cette guerre était un combat à la vie et à la mort, où il ne pouvait y avoir ni pardon ni prisonniers. On s'en tint aussi à ses ordres. Les chefs républicains Arteaga et Salazar, ainsi que d'autres officiers, tombèrent entre les mains du colonel mexicain Mendez. C'étaient en partie ses ennemis personnels. Bien qu'on ne pût pas les considérer comme des bandits, Mendez les fit fusiller, conformément à la loi du 3 octobre. En faisant cela, il se laissait guider par ses sentiments personnels de vengeance.

Cette exécution, faite sans en prévenir préalablement l'empereur, de chefs connus dans tout le pays comme honnêtes et braves, n'étant coupables que d'avoir des idées républicaines, souleva partout un sentiment d'horreur et amena à

(1) Napoléon III à Bazaine, camp de Châlons, 17 août 1865. GAULOT, II, p. 168.

Juarez de nouveaux partisans. Le combat fut mené à partir de ce moment d'une façon si acharnée et si sanglante que même les troupes européennes qui y participèrent en étaient révoltées. Cette rigueur n'améliora en rien la situation intérieure. Au contraire, les rapports étaient de plus en plus sombres. Maury, membre de la commission pour l'immigration, mais adjoint au cabinet civil de l'empereur, faisait des rapports secrets, mais très francs à l'empereur sur l'opinion publique, qui faisaient entrevoir des tableaux terribles (1).

Au commencement, disait Maury, on avait salué l'empereur et l'impératrice comme des sauveurs. Maintenant la situation avait changé. C'étaient les ministres qui paralysaient le bon vouloir de l'empereur et menaient l'État à la ruine par leur soif d'argent et par le peu de confiance qu'on pouvait avoir en eux. Le jugement de Maury, en ce qui concernait le clergé, était particulièrement défavorable. Il l'accusait d'ignorance, d'hypocrisie, de fétichisme, de mauvais vouloir et d'immoralité. Il semait intentionnellement la discorde et excitait à la haine et au manque de respect envers le monarque. Si on condamnait quelqu'un à mort, le clergé en faisait un martyr. Ainsi il se vengeait de la politique de l'empereur, qui n'avait pas rendu ses biens au clergé. La sûreté publique et les services publics, surtout la poste, étaient dans un état lamentable. Au fond, on ne pouvait guère parler d'une armée mexicaine. Il n'y avait que quelques détachements de troupes, mal organisés et mal disciplinés, ayant une quantité de femmes à leurs trousses. Les veuves des soldats tombés pendant la guerre étaient dans la plus noire misère. Personne ne travaillait pour l'empire, tous les partis ne regardaient que leur propre profit. Maury recommandait à Maximilien de commander avec fermeté, alors tous lui obéiraient ; il devait porter l'uniforme et être entouré d'un état-major brillant. Le rapport se terminait par le conseil de déployer plus d'énergie et plus de force. En cela Maury embouchait la même trompette que Bazaine. Seule l'impératrice trouvait grâce aux yeux de Maury, qui disait qu'on louait partout sa bienfaisance et son attitude. En ceci il était d'un autre avis que beaucoup d'autres, qui trouvaient

(1) Rapports secrets de Maury à l'empereur, du 15 et du 19 novembre 1865. Vienne, Archives de l'État.

José Ignacio Conde.

l'impératrice fière et altière dans ses relations avec son entourage. Maury désignait son rapport comme l'expression de l'opinion publique, non de sa propre opinion. En réalité il y avait du vrai et du faux dans ce rapport. L'empereur n'était pas soldat, ceci était juste, et à la place qu'il occupait, il en aurait fallu un. Mais le guerrier le plus génial n'aurait pas pu maintenir la situation pour longtemps. Maury se trompait en rendant l'empereur seul responsable si les choses empiraient. La cause du mal était plus profonde : c'était la conception tout entière de l'entreprise et les bases sur lesquelles on l'avait construite. L'insuffisance de l'empereur aggravait naturellement la chose. Il lui manquait aussi maintenant l'appui de la presse. Les journaux conservateurs, comme les journaux libéraux, avaient lâché l'empereur, et les journaux officieux et impérialistes n'étaient lus par personne.

La mendicité dans la ville de Mexico était devenue à ce temps-là un vrai fléau. Les prisons regorgeaient d'aventuriers de toutes les parties du monde, la police ne venait pas à bout de sa tâche. Chacun se croyait appelé à critiquer l'empereur et son gouvernement, et nul ne pouvait dire comment il fallait faire. Les ministres profitaient des absences temporaires de l'empereur de la capitale pour se reposer à leur guise de leurs peines. Peut-être bien que Maury dépeignait la situation trop en noir, mais en tous les cas elle était triste. Mais Maximilien croyait toujours au pilier solide qui était l'appui de son trône, l'amitié de l'empereur Napoléon III. Déjà ce pilier vacillait d'une façon inquiétante, mais Maximilien ne voulait pas le voir et ne croyait pas à ceux qui l'en avertissaient.

Le nouveau conseiller français des finances pour le Mexique, Langlais, qui était arrivé dans la capitale du Mexique en octobre, avait apporté à Maximilien une lettre de l'empereur Napoléon (1). Elle contenait des paroles très flatteuses pour celui qui l'apportait et des paroles très énergiques à l'adresse du destinataire. Il était de nouveau question de l'assainissement des finances, et cette fois-ci la question de la force de l'armée y était mêlée. « Il faut que l'armée mexicaine, écrivait Napoléon, n'excède pas avec les contingents étrangers

(1) Napoléon III à l'empereur Maximilien, Fontainebleau, 29 août 1865. Original, Vienne, Archives de l'État.

102 0002754

25 000 hommes, et que ces 25 000 hommes ne coûtent que 25 millions de francs. Il faut que cette armée mexicaine ne soit augmentée qu'à mesure de la diminution de l'armée française. Il faut faire ressource des biens du clergé, mettre de la probité dans l'administration, n'admettre dans vos conseils que des hommes dévoués à l'intervention française.

« Enfin, je prie Votre Majesté de résoudre le plus tôt possible tout ce qui tient aux intérêts français, puisque la raison première de la guerre a été la revendication des droits de nos nationaux.

« J'espère que l'Amérique n'inquiétera pas le nouvel empire du Mexique ; dans tous les cas, je maintiendrai avec fermeté les droits de l'intervention, mais quoi qu'il en soit ainsi, il faut, d'un autre côté, que le gouvernement de Votre Majesté ne suscite pas d'embarras lorsque pour son soutien la France fait tant de sacrifices. »

L'empereur Napoléon avait encore une fois parlé de la situation au Mexique d'une façon détaillée avec le roi Léopold et s'était plaint à celui-ci de l'état lamentable des finances. Le roi répondit qu'il fallait renforcer les troupes, de façon qu'on pût les employer comme « agents financiers » pour suffire ainsi à un double but, à la sûreté du pays et à l'amélioration de la situation financière. Napoléon songea alors à mettre sur pied des troupes de soldats indiens avec des officiers étrangers (Français et Autrichiens) suivant l'exemple des régiments anglais dans les colonies. Les deux souverains se rencontraient dans l'opinion qu'il fallait d'abord travailler pour la sûreté et l'ordre dans le pays et qu'alors seulement on pouvait songer à arriver à la prospérité. « Le soi-disant gouvernement, disait le roi Léopold (1), n'a de valeur que pour les journaux, car *beyond that it is a mere fiction.* »

Mais tout ceci ne pouvait être réalisé qu'à l'aide d'une grande armée et les faibles troupes d'intervention étaient déjà une épine au pied de l'Union.

Les paroles de la lettre de Napoléon, concernant l'Amérique, montraient les soucis grandissants qu'on se faisait à Paris à propos de l'attitude de l'Union. Le gouvernement de Washington

(1) Le roi Léopold à l'empereur Maximilien, Ostende, 16 septembre 1865. Original, Vienne, Archives de l'État.

faisait entrevoir toujours plus clairement qu'il fallait que l'intervention cessât et que le retrait des troupes fût certifié dans un délai rapproché. Le ministre des Affaires étrangères, Drouyn de Lhuys, craignait sérieusement qu'il ne fût plus possible de maintenir les bonnes relations avec l'Union, puisque le successeur de Lincoln était un démagogue, qui se laisserait mener par la populace et les républicains, excités contre la monarchie mexicaine (1).

Drouyn de Lhuys se plaignait à Metternich que les « meetings » en faveur de Juárez devenaient de plus en plus fréquents à New-York, qu'on ne pouvait plus se fier à l'Angleterre et qu'il ne s'étonnerait nullement si, le cas échéant, elle faisait cause commune avec l'Amérique. Les appréhensions du ministre se communiquèrent au monarque, qui observait de plus en plus anxieusement l'Union et son attitude.

Maximilien répondit à la lettre de l'empereur (2) en le remerciant chaleureusement des bons conseils de « sincère ami », du « plus grand souverain de notre siècle ». Il disait que la situation actuelle des finances était difficile, mais pas désespérée, que la vraie cause de tout le mal était la guerre perpétuelle et les frais qu'elle occasionnait. L'empereur assurait que l'affaire des réclamations françaises était réglée définitivement et que seule la confiance qu'il avait dans l'amitié de Napoléon lui rendait possible sa tâche si difficile. Les nouvelles de Washington étaient du reste rassurantes. Maximilien promit finalement d'envoyer « plusieurs volumes » pour faire connaître à l'empereur les travaux d'organisation politique, administrative et judiciaire, faits jusqu'à présent.

Toute la lettre respirait la confiance dans l'amitié de l'empereur et ne laissait transpercer aucune inquiétude que Napoléon III pût, dans un temps prochain, abandonner le Mexique. Mais à Paris on était très mécontent de Maximilien : alors que l'empereur et les ministres au Mexique ne savaient où donner de la tête à cause du manque d'argent, on avait pourtant extorqué au gouvernement mexicain, le 27 septembre 1865,

(1) Prince Metternich au comte Mensdorff, sur un entretien avec Drouyn de Lhuys, 17 août 1865. Vienne, Archives de l'État.

(2) Maximilien à Napoléon III, Chapultepec, 29 octobre 1865. Vienne, Archives de l'État. Publiée également dans les « papiers et correspondances de la famille impériale ».

40 millions de francs en faveur des créanciers français. Malgré cela, on était mécontent que toutes les créances, très élevées, des Français n'aient pas été payées. Comme Hidalgo le faisait savoir de Paris (1), on mettait ceci sur le compte du ministre Ramirez, qui y était très mal vu. Pour prouver en cette occasion sa bonne volonté, l'empereur Maximilien se décida à céder également sur ce point et à relever le ministre de ses fonctions aux Affaires étrangères et de ne lui laisser que celles d'un ministre d'État et d'un président du conseil. Mais ceci ne fit aucune impression sur Napoléon, qui prêtait de plus en plus anxieusement l'oreille aux bruits qui lui venaient de Washington. Le président Johnson venait de dire, dans une conversation, à l'ambassadeur du Brésil, que les États-Unis désiraient voir les pays de l'Amérique libres et indépendants, quelle que soit leur forme gouvernementale. D'après le rapport inexact de Hidalgo (2), ces paroles devaient uniquement exprimer le mécontentement de ce qu'il y avait toujours des troupes françaises au Mexique, mais elles ne contenaient aucune menace contre la durée de l'empire en général. Le meilleur remède pour consolider l'empire, écrivait Hidalgo qui épousait complètement les idées des souverains de France, était le rappel des troupes françaises. De cette façon, Maximilien devait être lentement préparé aux choses qui l'attendaient. Car, vu le danger menaçant du côté de l'Amérique du Nord, Napoléon était fermement résolu à terminer l'entreprise du Mexique, dès que les circonstances lui permettaient de le faire avec honneur. L'impératrice Eugénie n'osait plus s'y opposer, elle aussi avait reconnu que la garantie principale du succès de l'entreprise mexicaine, à savoir la faiblesse de l'Union, disparaissait peu à peu avec la victoire du Nord et que les événements au Mexique même ne donnaient également nulle raison de voir les choses d'une façon optimiste. En même temps l'opposition contre l'expédition augmentait en France. A la Chambre elle s'était fortifiée d'une façon inattendue et prenait surtout la question du Mexique comme point de départ de ses attaques. A mesure

(1) Hidalgo à l'empereur Maximilien, 14 octobre 1865. Vienne, Archives de l'État.

(2) D'après le rapport de Hidalgo du 31 octobre 1865. Vienne, Archives de l'État.

que s'effectuait son changement d'idées, l'impératrice s'éloignait de Hidalgo, qui oubliait complètement, dans ses tentatives de consolider sa position, qu'il devait être l'avocat de Maximilien auprès de la cour de France et non le sien.

Ce changement d'opinion devenait déjà apparent dans les rapports de Hidalgo (1). Il commençait à parler de manifestations de jalousie, de haine et d'envie qui étaient dirigées contre lui. Éloin avait aussi parlé en termes très défavorables de l'ambassadeur. D'après ses rapports, Hidalgo n'avait plus aucune influence dans les salons de l'impératrice et était complètement sous le charme d'une certaine Mme Weller, dont il était amoureux, femme qui était connue à Paris comme une espionne russe dangereuse. Elle avait, comme on se le racontait, attelé à son char un général du ministère de la Guerre et le chef de cabinet du ministre Drouyn de Lhuys. Hidalgo avait bien été invité pour huit jours, comme d'habitude avec la première série d'hôtes, au château de Compiègne et y avait été reçu, selon son dire, « les bras ouverts », mais on reconnaissait pourtant clairement par ses rapports le changement dans l'attitude du couple impérial. Le Mexicain commençait à sentir que la partie était perdue et il s'efforçait de sauver, en dernière heure, ce qu'il pouvait sauver pour sa propre personne. Il exigea donc de Maximilien une rente qui devait lui être assurée, indépendamment de ses appointements, et un titre correspondant à l'ancienneté de sa famille. Il se plaignait pour la quatrième fois d'avoir manqué, à cause de sa pauvreté, l'occasion d'un mariage avantageux dans la noblesse. Dans une lettre qui chantait ses propres louanges, il parlait de son travail de vingt ans, pour sa patrie, qui lui avait coûté la santé, et il demandait un congé d'un an. A cette fin, il pria l'empereur de lui fournir une somme d'argent, dont il lui laissait le soin de fixer le montant. Elle devait suffire à lui permettre de mener une vie digne durant ce temps de repos. Hidalgo avait alors reconnu déjà clairement le changement dans les intentions de Napoléon à propos de l'entreprise du Mexique. Mais loin d'avertir son empereur et maître, comme c'eût été son devoir, cet homme, qui fut le principal res-

(1) Hidalgo à l'empereur Maximilien, Paris, 12, 14 et 15 novembre 1865. Vienne, Archives de l'État.

ponsable de la fin tragique de Maximilien, ne pensait qu'à soi et à son bien-être.

L'opinion de Napoléon avait, en vérité, complètement changé. Sa lettre à Bazaine, du 29 novembre 1865 (1), prouve son inquiétude et son manque de confiance, en voyant l'avenir de l'expédition devenir de plus en plus sombre. Bazaine devait tâcher de former enfin une armée nationale afin que les troupes françaises pussent quitter le pays en temps voulu. « L'empereur Maximilien, écrivait Napoléon, doit comprendre que nous ne pouvons pas rester éternellement au Mexique. » En termes mordants, il ajoutait que « l'empereur devait construire moins de théâtres et de palais, mais qu'il devait mettre plus d'ordre dans ses finances et dans la sûreté publique ». « Il doit savoir, terminait-il d'un ton menaçant, qu'il sera bien plus facile d'abandonner à son sort un gouvernement qui n'a rien fait pour vivre de son propre effort que de le soutenir malgré tout. »

Cette lettre n'était pas encore arrivée entre les mains du maréchal que l'empereur s'était déjà décidé d'appeler Hidalgo à Mexico pour lui demander son rapport. Ce rappel fut un coup cruel pour le Mexicain, qui vivait si tranquillement à Paris. Sur un ton pitoyable il demanda (2), s'il devait venir à tout prix, qu'on lui donnât une forte escorte pour le trajet de Vera-Cruz à Mexico, parce qu'il avait entendu dire qu'on dévalisait les diligences et que déjà beaucoup de passagers avaient trouvé la mort. En outre, il avait déjà reçu bon nombre de lettres anonymes de menaces des partisans de Juarez. Maintenant ce brave homme, qui avait peur des suites de ses machinations, n'avait qu'un souhait : « Pouvoir vivre quelque part en toute tranquillité. »

Les lettres anonymes étaient alors en vogue. L'empereur Maximilien en reçut également une quantité, parmi lesquelles l'une mérite d'être mentionnée, en ce qu'elle conseillait à Maximilien de ne pas trop se fier à Napoléon, qui se livrait aux jouissances de l'amour et baissait par conséquent fortement, aussi bien au point de vue moral, qu'au point de vue physique.

(1) Voir GAULOT, II, p. 211.

(2) Hidalgo à l'empereur Maximilien, 8 décembre 1865. Vienne, Archives de l'État.

En face des nouveaux soucis qui se montraient de toutes parts, et de la nécessité de surveiller ses ministres qui, suivant les paroles de Maximilien, « faisaient semblant de travailler », et desquels « il ne voulait pas briser l'élan par son départ », l'empereur renonça à son projet de voyage à la presqu'île du Yucatan, projet caressé depuis longtemps, et il décida d'y envoyer l'impératrice à sa place. Elle partit le 6 novembre. Pour cacher sa situation difficile en Autriche, il expliquait à son frère pourquoi l'impératrice voyageait sans lui. Ce voyage avait déjà été annoncé depuis si longtemps, qu'il craignait qu'on pût mal interpréter à Vienne son long séjour dans la capitale (1). « La cause, écrivit-il, pour laquelle je n'ai pas quitté Mexico, est, Dieu merci, de nature agréable. Les affaires ont pris un tel essor, l'organisation du pays avance si vite, la période législative est si près de son achèvement, qu'il aurait été extrêmement nuisible d'abandonner en ce moment de fermentation heureuse la direction centrale, ne serait-ce que pour trois mois. »

L'impératrice était accompagnée dans son voyage par le général Uruga, qui n'avait qu'une jambe, par Eloin, revenu entre temps d'Europe, par Ramirez et par le ministre de la Justice, Escudero. Habituellement elle voyageait sans aucune escorte.

Maximilien lui donna pour le voyage une instruction secrète (2), dans laquelle il était dit que le Yucatan devait être le centre de gravitation des autres États de l'Amérique centrale, et qu'on devait agir de manière à ce qu'ils « inclinassent tous vers cette presqu'île ». Car il arriverait un jour où quelques provinces frontières deviendraient la possession de l'Union de l'Amérique du Nord, provinces qu'on abandonnerait volontiers, en échange d'un agrandissement, en réalité plus considérable, vers l'Amérique centrale. « Car, écrivait l'empereur, notre véritable destination consiste à regarder l'empire comme la puissance centrale du nouveau continent, tandis que le Nord est abandonné aux États-Unis et le Sud au Brésil. Comme on le voit, Maximilien était encore et toujours

(1) Maximilien à l'archiduc Charles-Louis, 18 novembre 1865. Brouillon, Vienne, Archives de l'État.

(2) Trouvée à Vienne, dans les Archives de l'État.

hanté par ses idées de grandeur et de puissance. Cependant il pensait faire un compromis au nord avec l'Union, par des concessions territoriales ; mais, le fait le démontre, il était loin de considérer sa position comme intenable.

Un autre événement démontre que Maximilien était fermement résolu à rester au Mexique. Jesus Teran, le ministre plénipotentiaire de Juarez en Europe, qui, déjà avant l'acceptation du trône, s'était rendu à Miramar, pour conjurer l'archiduc de ne pas s'engager dans une telle aventure, avait paru chez De Pont à Vienne. Teran démontra au baron (1) que la situation de l'empereur était très critique, qu'il n'y avait en réalité plus aucun parti qui le soutînt, le haut clergé étant devenu son ennemi mortel à cause de ses lois sur les biens de l'Église, et, enfin, que la nécessité de faire continuellement la guerre excluait toute possibilité de régler les finances.

L'Union se taisait pour le moment, parce qu'elle avait des difficultés à régler avec l'Angleterre et qu'elle ne voulait pas se mettre à dos deux grandes puissances à la fois ; mais lui, Teran, possédait des lettres de Washington, mettant hors de doute que l'Union ne resterait pas neutre dans la question mexicaine. Au Mexique, le parti politique vaincu dans les combats avant l'intervention avait alors, par rage et esprit de vengeance, représenté auprès des puissances étrangères la situation au Mexique comme si anarchique, qu'il les avait par là poussées à intervenir. Teran assurait que tôt ou tard surviendrait une catastrophe ou une chute humiliante pour Maximilien. Il devait donc se retirer quand il en était temps encore. Il pourrait toujours déclarer qu'il voulait apporter le bonheur au peuple mexicain, mais non le sacrifier, en maintenant son trône. De Pont prévint Maximilien de tout cela et ajouta (2) que Teran lui faisait l'impression d'un discuteur calme et d'un intelligent connaisseur de son pays, plutôt que d'un homme passionné pour un parti. Il n'avait aucune antipathie vis-à-vis de l'empereur, mais semblait, au contraire, avoir pour lui le plus grand respect. Et, étant donné que la situation du Mexique était considérée en Europe d'une

(1) Jesus Teran au baron De Pont, 17 novembre 1865. Procès-verbal de cet entretien dans les Archives de l'État, Vienne.

(2) De Pont à l'empereur Maximilien, 28 octobre 1865. Vienne, Archives de l'État.

manière pessimiste, il se croyait obligé de lui faire part de la chose, qui sans doute, bien que non officiellement, venait de Juarez.

Maximilien répondit immédiatement (1). Il écrivait que tout ce que Gutierrez et consorts avaient dit était archi-faux, ce qui était bien explicable, étant donnée leur absence depuis un quart de siècle. Teran, au contraire, voyait trop en noir. L'empereur assurait qu'il désirait s'arranger avec Juarez. Mais celui-ci devrait reconnaître la véritable majorité de la nation, qui voulait l'apaisement, la paix et la prospérité. Et Juarez, qui était un homme incontestablement intelligent et d'une énergie de fer, devrait l'aider dans la tâche difficile qu'il avait entreprise. « S'il désire sincèrement, écrivait l'empereur, le bonheur du Mexique, ce que je crois, il verra bientôt que jamais Mexicain n'a travaillé pour son pays avec autant de zèle que moi et avec une volonté aussi droite et aussi sincère. Qu'il vienne donc et qu'il me soutienne sincèrement, et je le recevrai comme tout bon Mexicain. »

L'empereur Maximilien déclara souvent et aussi dans cette lettre qu'il ne s'était jamais fait d'illusions, mais il prouvait le contraire par le fait même qu'il croyait à une réconciliation. L'empereur n'avait aucune idée du caractère dur et intraitable de Juarez, et partant il ne pouvait comprendre l'abîme infranchissable qui le séparait de cet Indien.

Il est probable qu'il voyait précisément dans l'origine indienne de son adversaire un élément favorable, car il s'était occupé avec zèle de secourir les Indiens et de les délivrer de l'oppression des blancs, la *gente di rason* (2), qui, très inférieurs en nombre, exagéraient par contre leur supériorité. Jusqu'à présent, Maximilien n'avait point réussi dans cette entreprise à cause de l'opposition des blancs, élément supérieur en ce qui concerne l'esprit et la culture.

Ainsi les Indiens perdaient leur confiance en lui et les blancs lui en voulaient de sa tentative même.

A cela s'ajoutaient les différents continuels entre Bazaine et le général autrichien, comte de Thun, qui harcelait l'empereur

(1) Maximilien à De Pont, 8 décembre 1865. Vienne, Archives de l'État. DOMENECH, III, p. 341.

(2) Ce qui voulait dire sans doute que les blancs seuls se regardaient comme des êtres raisonnables.

de ses plaintes intolérables. Quelques échecs passagers et sans importance, qui avaient été infligés à de petits détachements autrichiens, tandis que les Français avançaient dans la province de Sonora avaient fourni au maréchal l'occasion de se plaindre auprès du ministre de la guerre français. Celui-ci, las de ces éternelles contrariétés, et mal disposé, comme généralement en France, vis-à-vis de l'expédition mexicaine, en référa à son souverain (1) en lui recommandant, au lieu de « s'ancrer de plus en plus au Mexique » de substituer à l'action française l'action mexicaine, c'est-à-dire de laisser les troupes mexicaines, autrichiennes et belges se charger de la défense de l'empire. C'était un nouveau pas pour le rappel des Français du Mexique.

Les instances de Randon ne firent que fortifier Napoléon dans sa persuasion de se débarrasser le plus tôt possible de l'imbroglio mexicain. Il s'exprima en termes fort prudents vis-à-vis d'Hériller dont il connaissait le dévouement envers les souverains du Mexique. Toutefois, il n'échappa point au général que l'empereur paraissait fortement préoccupé de la durée de l'occupation française. En effet, l'empereur et Randon insistèrent pour que l'armée mexicaine fût réorganisée dans le plus bref délai. Dans un entretien détaillé de deux heures entre l'impératrice Eugénie et d'Hériller, tous les points les plus importants concernant le Mexique furent touchés.

L'impératrice se prononça contre la façon d'agir de Maximilien dans la question de l'Église, qui avait eu de si mauvais résultats, et elle qualifia de peu politiques les mesures prises contre ce corps dont elle redoutait l'influence. L'impératrice, en parlant ainsi, oubliait que dès le début on avait agi énergiquement avec le clergé à l'instigation des Français et que six mois auparavant les souverains avaient encore dit, notamment au général Douay, que l'ordonnance concernant l'Église aurait dû être portée plus tôt et enfin que l'esprit libéral dans lequel Maximilien régnait et son attitude dans la question de l'Église avaient principalement leur origine dans les intentions libérales de Napoléon, qui n'aurait pas voulu

(1) Maréchal Randon à Napoléon III, 5 octobre 1865. Voir RANDON, *Mémoires*, II, p. 102.

qu'une monarchie nouvelle que soutenaient les armes françaises désavouât sa politique et sa manière de faire. L'empereur Maximilien avait fait ce que Paris avait exigé de lui, et lorsque ses actes n'avaient pas été couronnés de succès, c'était lui qu'on blâmait tandis que les conseillers cherchaient à s'effacer. D'Hériller était d'avis que l'impératrice, si bien renseignée qu'elle fût, ne pouvait pas se figurer ce qu'était le clergé au Mexique, et c'est pourquoi il n'avait pas tranché cette question épineuse pour ne pas blesser les sentiments religieux de son impératrice. Elle, qui venait de lire l'histoire de la conquête du Mexique par Ferdinand Cortez et le petit nombre de ses fidèles, se montrait encore plus naïve quand elle demandait pourquoi on avait maintenant besoin d'un si grand nombre de soldats pour pacifier le Mexique. D'Hériller essaya de faire comprendre à l'impératrice que la situation actuelle était différente, qu'on ne pouvait pas la comparer avec celle d'autrefois, parce qu'alors les moyens des deux partis belligérants étaient absolument différents et que Cortez trouva un appui dans des tribus indiennes, qui disposaient alors d'une puissante organisation et d'une armée, appui dont Maximilien devait se passer presque totalement. L'impératrice était dominée par l'idée d'organiser rapidement une armée nationale qui permettrait la rentrée totale ou partielle des troupes françaises. Elle reconnut avec effroi qu'elle avait trop passionnément insisté sur l'entreprise mexicaine auprès de son auguste mari et qu'elle l'avait jeté, lui et toute la France, dans une aventure pleine de dangers. Elle était bien revenue de cette erreur et la seule solution était de se débarrasser aussi rapidement que possible de cette affaire hérissée de difficultés. Napoléon rappela à Maximilien ses conseils qui, par l'intermédiaire de Bazaine, avaient conduit à l'édit désastreux du 3 octobre. D'Hériller devait aussi agir auprès de lui dans ce sens. Le « brigandage », comme Napoléon appelait encore tout ce qui se rattachait à Juárez, devait être étouffé avec énergie, « le temps de la douceur était passé ». Il serait plus sage de publier moins de décrets, mais de les faire exécuter avec la plus grande sévérité que de promulguer une masse de lois qui toutes restaient lettre morte.

On dit que le roi Léopold des Belges, gravement affaibli par la maladie, mais néanmoins plein d'intérêt pour le sort de ses

enfants au Mexique, s'était rangé à l'avis de Napoléon. Bien sûr, il jugeait insuffisants les sacrifices de la France au Mexique, si grands qu'ils fussent, car il fallait renforcer encore pendant quelques années l'armée française et en même temps convaincre la presse de s'exprimer avec la plus grande discrétion quand il s'agissait de la situation au Mexique. Le roi Léopold avait appris avec grand déplaisir l'échec des troupes belges à Tacambaro, car le pays reçut cette nouvelle avec inquiétude et le recrutement du corps belge rencontra des difficultés d'autant plus grandes que le président du Conseil, Rogier, se montrait peu disposé à envoyer de nouveaux renforts à cause des grands frais qu'ils exigeaient.

Aussi longtemps que vécut le roi Léopold, il soutint ses enfants dans leur entreprise, car lui aussi avait sa large part dans cette décision risquée. Il n'avait pas cessé d'intervenir en leur faveur à Londres auprès de sa nièce, la reine Victoria. La reconnaissance de l'empire et l'envoi d'un ambassadeur anglais à Mexico pouvaient être considérés comme son œuvre. Mais voici que ses jours étaient comptés. Dans les dernières années il avait souffert de la maladie de la pierre, et une série d'opérations douloureuses qui affaibliraient la constitution, d'ailleurs excellente du roi, devenaient nécessaires.

Au mois d'octobre 1865, lord Palmerston mourut en Angleterre. Cet homme d'État, contrairement à ses collègues, avait jugé avec d'autant plus de bienveillance l'entreprise mexicaine que Napoléon en avait été l'auteur. Palmerston adorait Napoléon et en décembre 1851 il avait été le premier à reconnaître le coup d'État, quoiqu'il faillit entrer en conflit avec sa reine. En été encore il avait remercié Maximilien pour sa lettre remise par Éloin (1) et l'avait rassuré en lui disant que tout le monde en Angleterre croyait au succès de la grande tâche qu'il avait entreprise.

Le lord n'avait même pas hésité à dire que les succès de Maximilien étaient un avantage pour l'Europe entière et qu'il croyait que les États-Unis s'abstiendraient de toute action, tout absorbés qu'ils étaient à reconstruire après une guerre si dévastatrice. La lettre n'avait d'autre valeur que

(1) Lord Palmerston à l'empereur Maximilien, Piccadilly, 17 juillet 1865. Vienne, Archives de l'État.

d'être aimable, et son auteur lui-même venait de mourir.

En apprenant la nouvelle de la mort de Palmerston, le roi des Belges s'était écrié que son adversaire le plus opiniâtre avait succombé et qu'il ne tarderait pas à le suivre (1).

La dernière lettre de Maximilien qui parvint à son beau-père lui faisait part du décret inflexible et rigoureux du 3 octobre et contenait de bonnes nouvelles concernant les États-Unis : « Le président commence à devenir raisonnable, même aimable. » Mais ce n'était là qu'une suite des rapports tendancieux qui parvenaient à l'empereur de ses agents à New-York. Deux autres lettres (2), dans lesquelles il s'agissait du voyage de l'impératrice dans le Yucatan, arrivèrent trop tard. Le roi Léopold avait, le 12 novembre, quoiqu'il se sentît très mal, écrit à son beau-fils (3). La lettre contenait cette parole si vraie : « Pour l'Amérique il n'y a que le « succès », tout le reste est poésie pure et perte d'argent. » Mais voici que son esprit se brouillait et tout à coup il interrompit la lettre avec les mots suivants : « Et maintenant *God bless you*, je n'en puis plus. » Le roi avait raison, quelques semaines seulement après la mort de Palmerston il le suivit. Il expira le 10 décembre 1865.

En sa personne et en celle de Palmerston les souverains du Mexique perdaient leurs deux meilleurs avocats en Europe. Un jour le roi Léopold avait écrit de lui-même (4) : « Je suis dans une certaine mesure accrédité auprès de Napoléon pour tes affaires. C'est toujours utile et cela te donne l'occasion de dire parfois par moi ce que tu ne pourrais dire sans difficultés directement. »

Les mesures de concentration de Bazaine, qui avait rappelé les garnisons du Nord, même celles des villes aussi considérables que Monterey, avaient déjà eu des suites bien graves pour la population, livrée à la vengeance des juaristes. Maximilien s'était adressé à Bazaine à plusieurs reprises, verbale-

(1) Voir du même auteur, *Léopold I^{er} de Belgique*, p. 282.

(2) Maximilien au roi Léopold, Chapultepec, 18 novembre 1865 et 17 décembre. Originaux, Vienne, Archives de l'État.

(3) Léopold à Maximilien, Ardennes, 12 novembre 1865. Original, Vienne, Archives de l'État.

(4) Léopold à Maximilien, Laeken, 28 décembre 1864. Vienne, Archives de l'État.